

«Une nouvelle coupure s'instaure en Europe»

Depuis février la guerre fait rage en Ukraine, à la suite de l'agression de la Russie. Il est difficile d'en prévoir l'issue mais possible d'essayer d'en comprendre les raisons et les conséquences.

Pascal Boniface⁽¹⁾, directeur de l'Iris⁽²⁾, a bien voulu répondre à nos questions.

Dans les médias on entend souvent dire que c'est la première guerre en Europe depuis 1945 : pourtant il y a eu des conflits sanglants, dans les Balkans. En quoi celui-ci est-il particulier ?

Chaque guerre est particulière mais la spécificité de celle-ci est qu'elle est lancée par Moscou qui, pendant toute la guerre froide, n'avait jamais attaqué un pays occidental : on a traversé toute cette période sans un coup de feu entre l'Est et l'Ouest. Certes, il y a eu l'invasion de la Hongrie puis de la Tchécoslovaquie, mais ces pays faisaient partie du même bloc. Or, alors que la guerre froide est terminée, que le clivage Est-Ouest a été aboli, le centre du pouvoir à Moscou se lance dans une agression contre un pays européen.

Mais ceux qui disent que c'est la première fois qu'il y a la guerre en Europe se trompent, ou sont de mauvaise foi. Cela masque le fait que nous avons connu une guerre civile, un conflit intra-étatique dans l'ex-Yougoslavie. Cela masque surtout qu'en 1999, une guerre interétatique a opposé les dix-huit pays qui composaient l'Otan et la Serbie. La raison en était la protection du Kosovo. Or, même si la situation faite au Kosovo était regrettable, cette guerre était illégale car l'Otan n'avait pas de mandat de l'ONU et n'était pas non plus en état de légitime défense. Dans cette guerre, l'Otan ne s'est pas comportée en alliance défensive – qu'elle est censée être –, mais a été à l'offensive. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles on est discret sur ce conflit. J'ajoute qu'à l'époque on a eu moins d'images de bombardements ou de réfugiés qu'aujourd'hui.

Quelles sont selon vous les motivations de Vladimir Poutine ? S'agit-il seulement d'impérialisme classique ou y a-t-il d'autres motivations ?

C'est une volonté de contrôle : il estime que l'Ukraine fait partie du cercle d'influence de la Russie, qu'elle n'a pas le droit de rejoindre l'Otan et que, pour l'en empêcher, la meilleure façon est de l'envahir et de renverser son gouvernement pour le remplacer par un gouvernement prorusse. De ce point de vue c'est bien de l'impérialisme traditionnel, qui consiste à vouloir nier la souveraineté d'une nation et décider à la place des peuples. On peut juger critiquable la volonté d'adhérer à l'Otan, mais c'était le choix des Ukrainiens. Et dans tous les cas, la guerre n'est pas un moyen de résoudre les différends politiques : nous avons là une guerre d'agression.

J'ai moi-même considéré avec nombre d'autres que l'extension de l'Otan était une erreur. George Kennan⁽³⁾, qui est l'inventeur de la théorie de l'endiguement, y était d'ailleurs hostile. Mais cela ne justifie pas

de recourir à la guerre pour empêcher un élargissement. D'autant que le résultat est tout à fait inverse puisque la Suède, qui est neutre depuis deux siècles, et la Finlande, neutre depuis soixante-dix-sept ans, ont décidé de rejoindre l'Otan ; et que même si l'Ukraine ne rentre pas dans l'Otan, on peut dire que l'Otan est rentrée en Ukraine depuis longtemps. La politique de Poutine est à cet égard une politique de Gribouille.

L'absence ou la très faible réaction des Occidentaux face à la sécession de la Transnistrie, aux séparatistes du Donbass ou à l'annexion de la Crimée n'ont-elles pas pu être interprétées comme des fai-blesses dont la Russie pouvait profiter ?

C'est possible, mais on ne le saura jamais. Cependant les situations étaient différentes. La Crimée était une exception, pas un précédent : sa population est russe, russophone et russophile, et même si le référendum organisé par Moscou était illégal puisque fait sous occupation militaire et sans l'accord de Kiev, on peut penser qu'un référendum organisé dans des conditions incontestables aurait donné un résultat favorable au rattachement à la Russie. La Crimée en effet a été donnée à l'Ukraine

(1) P. Boniface a publié *La Géopolitique, tout simplement*, coécrit avec Anne Sénéquier (Eyrolles, 2021). *Atlas des crises et des conflits*, coécrit avec Hubert Védrine (Armand Colin, 2021) et *Comprendre le monde* (Armand Colin, 2021).

(2) Institut des relations internationales et stratégiques.

(3) Politologue et diplomate américain qui a théorisé à la fin de la Seconde Guerre mondiale la nécessité d'endiguer l'expansion de l'URSS.

(4) La Russie, la Biélorussie, la Syrie, le Yémen et la Corée du Nord.

© GERALT LICENCE PIXABAY





par Khrouchtchev en 1954, dans le cadre des frontières de l'URSS. Ce n'était guère significatif à l'époque. Lors de l'éclatement de l'URSS, le Président ukrainien de l'époque, Kravtchouk, avait alerté Eltsine, mais celui-ci avait d'autres préoccupations et voulait aller vite. J'ajoute que nous sommes face à une double hypocrisie, si l'on compare avec le Kosovo : pour ce dernier, les Occidentaux défendaient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et les Russes l'intégrité territoriale de la Serbie ; pour la Crimée, c'est l'exact inverse. Dans le cas du Donbass, même si les Russes ont aidé en sous-main les indépendantistes, il n'y a pas eu officiellement de franchissement de la frontière. Il n'y a pas eu d'agression extérieure. Pour la Transnistrie,

On parle toujours des valeurs, mais celles-ci sont appliquées de façon sélective. S'agissant de l'Ukraine, on reçoit mieux les Ukrainiens que ceux qui y ont vécu en provenant d'autres pays, les Africains, par exemple. Le sort fait aux réfugiés non ukrainiens a d'ailleurs beaucoup compté dans le refus des pays africains de prendre des sanctions contre la Russie.

trie, c'était à peu près la même chose. Là nous avons une agression nette et ouverte de la part de la Russie, sans précédent depuis l'explosion de l'Union soviétique.

Comment peut-on interpréter la prudence de nombre de pays du Sud face à cette guerre ?

L'agression russe a été largement condamnée à l'ONU, avec seulement cinq pays contre cette condamnation⁽⁴⁾ – un club assez peu ragoûtant – et trente abstentions. En revanche, s'agissant des sanctions, seuls les pays occidentaux et leurs alliés les plus proches, comme le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, l'Australie, en ont pris : aucun pays asiatique, aucun pays africain ou latino-américain. Cela s'explique par le fait que beaucoup ont des relations anciennes avec la Russie : par exemple l'Afrique du Sud ou l'Angola, à cause de la lutte contre l'apartheid, ou contre le colonialisme, l'Inde, dont l'armée est équipée par la Russie... Mais l'essentiel n'est pas là : la plupart des pays dits du Sud, c'est-à-dire les anciens pays colonisés, considèrent que les Occidentaux pratiquent toujours le « deux poids, deux mesures » et le « faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais », condam-

«Vladimir Poutine estime que l'Ukraine fait partie du cercle d'influence de la Russie, qu'elle n'a pas le droit de rejoindre l'Otan et que, pour l'en empêcher, la meilleure façon est de l'envahir et de renverser son gouvernement pour le remplacer par un gouvernement prorusse ; c'est bien de l'impérialisme traditionnel.»

nant leurs adversaires et soutenant leurs alliés en toutes circonstances : par exemple il n'y a jamais eu de sanction contre l'invasion de l'Irak par les USA, le comble étant que les Etats-Unis veulent traduire Poutine devant la Cour pénale internationale, alors qu'ils ont refusé de signer l'accord qui l'a instaurée. Ces pays ne supportent plus cette hypocrisie.

Et quand on dit que la Russie a été sanctionnée par la communauté internationale, elle ne l'a été que par la communauté occidentale. Les Occidentaux confondent souvent les deux. Si la Russie est coupée du monde occidental, elle ne l'est pas du reste du monde.

Dans le même ordre d'idées, on peut souligner que c'est la première fois que la protection temporaire est activée dans l'Union européenne. Pourtant les conflits sanglants ne manquent pas, dans le monde. Une illustration supplémentaire de ce deux poids, deux mesures ?

Oui, on parle toujours des valeurs, mais ces valeurs sont appliquées de façon sélective : on accueille bien mieux les réfugiés ukrainiens que les réfugiés yéménites, syriens ou afghans. Pire : s'agissant de l'Ukraine, on reçoit mieux les Ukrainiens que ceux qui y ont vécu en provenant d'autres pays, les Africains, par exemple. Le sort fait aux réfugiés non ukrainiens a d'ailleurs beaucoup compté dans le refus des pays africains de prendre des sanctions contre la Russie : ils disent « vous parlez de valeurs universelles, mais vous ne les appliquez que pour les Blancs ! ». Il est temps que le monde occidental et les donneurs de leçons se rendent compte que ce qu'on nous reproche ce ne sont pas nos valeurs, mais le fait qu'on ne les applique pas de façon universelle. Des valeurs qui ne sont pas appliquées également à tous ne sont pas universelles. Si nous étions nous-mêmes cohérents sur l'application des valeurs que nous proclamons comme universelles, nous serions beaucoup plus crédibles, beaucoup plus suivis et beaucoup plus forts.

Que penser de l'attitude de la Chine et de l'Inde ? Quel rôle jouent-elles et peuvent-elles jouer pour une issue au conflit ?

Elles ne joueront pas de rôle pour la sortie du conflit car elles ne seront probablement pas considérées comme des médiaterices acceptables par les Ukrainiens. Par ail-

« Quand on dit que la Russie a été sanctionnée par la communauté internationale, elle ne l'a été que par la communauté occidentale. Les Occidentaux confondent souvent les deux. Si la Russie est coupée du monde occidental, elle ne l'est pas du reste du monde. »

leurs elles veulent se tenir un peu à l'écart, même si la Chine adorerait apporter une solution que les Américains n'ont pas pu offrir.

Dans le cas de l'Inde, ce qui la guide c'est d'abord, comme pour la plupart des pays, l'intérêt : alors qu'elle a des difficultés économiques elle a pu obtenir des Russes du pétrole à bas prix, payable avec sa propre monnaie, sans passer par le dollar. Par parenthèse, avec toutes ces sanctions le rôle du dollar dans les échanges commerciaux risque d'être affaibli. Par ailleurs l'Inde, même si elle est alliée des USA, a une tradition de non-alignement. Enfin, alors que son armement dépend largement de la Russie, elle se dit que si elle prend parti contre celle-ci, elle risque de la voir basculer en faveur de la Chine, sa grande rivale. Et l'Inde ne veut pas que l'axe russe-chinois se transforme en axe anti-indien, alors qu'aujourd'hui il n'est pas dirigé contre elle.

La Chine, elle, est gênée par l'attitude la Russie : elle considère en effet que la tendance « naturelle » de l'évolution du monde va la conduire à être la première puissance mondiale, qu'elle va doubler les Etats-Unis : la Chine faisait 10 % du PIB américain en 2001, lorsqu'elle a adhéré à l'OMC. Elle en fait 70 % aujourd'hui. La question n'est plus de savoir si elle va doubler les Etats-Unis, mais quand. Or elle craint que la guerre ne soit un événement perturbateur qui entrave cette évolution. De plus, la guerre a pour effet de faire augmenter les prix des deux principaux produits dont la Chine a besoin : d'une part les hydrocarbures, indispensables à son

économie ; d'autre part les produits alimentaires, puisque la Chine, avec 22 % de la population mondiale, ne représente que 8 % des terres cultivables. Inversement, la guerre renforce les Etats-Unis, leur impérialisme par rapport aux pays européens, et renforce leur économie grâce à la vente d'armes et au renchérissement du prix du pétrole et du gaz.

Mais si la Chine est mécontente de la Russie, elle ne veut pas la laisser tomber et courir le risque de sa chute, qui profiterait aux Américains.

S'il est difficile de prévoir quelle sera l'issue de ce conflit, peut-on déjà en esquisser les conséquences géopolitiques dans le monde, mais aussi en Europe ?

C'est une défaite pour la France parce que la politique française consistant à s'appuyer sur la Russie pour faire contrepoids aux Etats-Unis va devenir inopérante pour quelque temps. Et le projet français d'autonomie stratégique européenne va lui aussi devenir inopérant.

C'est une défaite pour la Russie avec les conséquences économiques des sanctions et une image abîmée par les crimes de guerre. Une nouvelle coupure s'instaure en Europe, non plus entre l'Est et l'Ouest mais entre la Russie et tous les pays européens : celle-ci va être durable et je ne crois pas que tant que Poutine sera au pouvoir, il puisse y avoir un retour à la normale. On va se retrouver à peu près à la situation des années Staline, avec l'absence de relations économiques, culturelles, stratégiques, scientifiques, sportives... entre la Russie et les autres pays d'Europe.

C'est un succès pour l'Otan, qui se renforce, et surtout pour les Etats-Unis : en effet on a oublié la débâcle de Kaboul. Leur crédibilité stratégique était fortement mise en cause après celle-ci, or aujourd'hui tous les pays occidentaux recherchent leur protection, augmentent leurs dépenses militaires pour leur acheter plus d'armes. Les Américains vont donc en vendre plus, mais aussi plus de pétrole et de gaz aux Européens : ils vont voir leur influence et leur impérialisme en Europe grandir.

Mais il ne faudrait pas que le monde occidental, fort de son succès, ne se rende pas compte qu'il n'est pas le monde entier, et que ce monde entier ne partage pas son envie de punir et sanctionner la Russie. ●

**Propos recueillis par Gérard Aschieri,
rééditeur en chef de D&L**